

Solidaires



## RGPP : les établissements publics à leur tour dans le collimateur !

Alors que Sarkozy s'indigne d'une possible fermeture de l'usine de Renault-Flins, le gouvernement continue de dégraisser à tour de bras dans « ses » effectifs et de fermer hôpitaux, bureaux de poste, tribunaux, etc...

**Dans notre secteur, l'année 2010 pourrait bien être celle de tous les dangers avec :**

- **La multiplication et l'entrée en fonction des Instituts, Alliances et autres Contorsium qui, ajoutant encore une couche au mille-feuilles institutionnel, vont finir de « tuer » les EPST !** À noter que l'AERES, censée évaluer en toute indépendance, collabore en parfaite courroie de transmission des projets du gouvernement. En 2010, ce sera au tour du CNRS, en tant qu'établissement, d'être confronté à ce « bras armé » du ministère. Rappelons que la conclusion de l'évaluation de l'INSERM par cette même agence avait fait couler pas mal d'encre en suggérant la fusion de l'INSERM et des sciences de la vie du CNRS au sein d'un seul institut, enterrant de fait les deux entités. Et c'est cette même conclusion qui a été reprise dans le plan stratégique de l'INSERM...
- **Pour autant, les véritables interrogations concernant les Alliances sont : Comment ? Quels périmètres ? Pour faire quoi ? Pour servir quels intérêts ? ... essentiellement pour faire du lobbying auprès de l'ANR et orienter ses programmes ?** Une chose est sûre, cela revient à accepter et pérenniser le mode de fonctionnement de la recherche sur appels d'offres et la précarité qui va avec... et à la mise en application à plein régime d'une politique de rémunérations individualisées avec la multiplication des primes au mérite et la possibilité de recruter en CDI « sur mesure ».
- **La mise en œuvre concrète de la loi LRU, avec le passage aux « responsabilités et compétences élargies » (RCE) de nombreuses universités** dont certaines présidences ne manqueront pas de faire du zèle pour tirer un maximum la couverture à elles. Attendons-nous à voir revenir en force les chaires mixtes largement rejetées par la communauté. D'autre part, la mise en place des Délégations Globales de Gestion pour les UMR aura des conséquences sur les conditions de travail de tous les personnels.
- **Le lancement d'un projet de fusion de l'INRETS et du LCPC (Laboratoire Central des Ponts et Chaussées) à marche forcée !**

*...Et tout cela est fait sans concertation, ni même réflexion, et pourtant engagera l'avenir de la recherche publique mais aussi de l'ensemble des personnels.*

**Et dès 2011, nouveau « tour de vis » sur l'emploi et les finances publiques**

Le 3 décembre, E. Woerth, *ministre du Budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État*, a réuni les 643 « opérateurs » de l'État (dont les EPST) pour leur faire la leçon et leur annoncer que dans le cadre de la deuxième phase de la RGPP, ils seront soumis aux mêmes exigences que les ministères. A compter du prochain exercice budgétaire (2011), ils devront :

⚡ **Accroître leur productivité de 1,5 % par an** : la règle du **non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux** leur sera appliquée. (*Mieux vaut recruter des précaires !*)

⚡ **Diminuer leurs dépenses de fonctionnement de 10 % sur 3 ans** (*sur la lumière et le chauffage ?*)

⚡ **Respecter la règle de 12 m<sup>2</sup> maxi par agent** et payer des loyers à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012

*...Et bien sûr, « plus que jamais, il est nécessaire que vous développiez vos ressources propres » leur a-t-il dit ! Ces annonces ont été aussitôt entérinées le 9 décembre en Conseil des Ministres...<sup>1</sup>*

Concurrence et précarité généralisées, salaire et carrière bloqués, conditions de travail dégradées, mobilités forcées, perte du sens et des valeurs de notre travail ... **STOP !**

Résistons pied à pied à la mise en œuvre de ces « réformes » délétères dans nos organismes

Participons aux convergences des luttes pour la défense et le développement des services publics (Etats Généraux pour les services publics, « Printemps 2010 »...)

<sup>1</sup> Pour plus d'infos, lire le discours de E. Woerth du 3 décembre devant les dirigeants des "opérateurs de l'Etat" :

[http://www.comptes-publics.gouv.fr/actus/suite/091203\\_nouvelle\\_gouvernance.htm](http://www.comptes-publics.gouv.fr/actus/suite/091203_nouvelle_gouvernance.htm)

et le communiqué du conseil des ministres du 9 décembre (communication sur la deuxième phase de la RGPP) :

[http://www.elysee.fr/documents/index.php?mode=view&lang=fr&cat\\_id=4&press\\_id=3170](http://www.elysee.fr/documents/index.php?mode=view&lang=fr&cat_id=4&press_id=3170)